

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 AVIGNON

AVIGNON, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPRB VALABREGUE

985, avenue Emile Lachaux
BP13
84 500 Bollène

Références : D-00662-2023 / LRAR N°1A 194 569 0768 9
Code AIOT : 0006400439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement SPRB VALABREGUE implanté 985, av Emile Lachaux – BP13 – 84500 Bollène. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPRB VALABREGUE
- 985. av Emile Lachaux BP13 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALABREGUE exploite une installation de fabrication de produits réfractaires sur la commune de Bollène.

Le site fonctionne au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2523 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « Fabrication de produits céramiques et réfractaires » sous le régime de l'Autorisation.

L'établissement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 juin 2004 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la précédente visite d'inspection du 8 octobre 2020 (une demande d'action corrective relative aux rétentions, une observation relative au redémarrage des fours de cuisson et une observation relative à l'état d'un bâtiment) ;
- la situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	État des bâtiments et constructions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Observation	Mesures d'urgence	5 mois
4	Situation administrative	Décret n°2023-943 du 11 octobre 2023, article 1	/	Mesures d'urgences	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Arrêt des fours de cuisson	Code de l'environnement, article R.181-46	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est constitué de nombreux bâtiments et constructions qui ne sont plus utilisés par l'exploitant et qui présentent des signes de dégradations et des effondrements susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients pour la sécurité : l'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de Vaucluse un arrêté préfectoral complémentaire pour la réalisation d'un diagnostic de sécurité des constructions et des bâtiments du site.

De plus, l'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de Vaucluse un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant pour le non-respect de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 suite à l'absence de rétention pour le stockage de gasoil.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». (...)
Constats : Pour rappel, la demande d'action corrective formulée lors de la précédente visite d'inspection du 8 octobre 2020 indiquait : « Mettre sur rétention tous les stockages susceptibles de créer une pollution sous 3 mois. Transmettre à l'inspection des photos permettant de visualiser la mise sur rétention » L'Inspection constate que le stockage de gasoil d'une capacité de 1 m ³ localisé dans l'atelier de maintenance n'est pas équipé d'une rétention. L'exploitant n'a pas répondu favorablement à la demande d'action corrective formulée lors de la précédente visite d'inspection du 8 octobre 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Arrêt des fours de cuisson

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations
Prescription contrôlée : (...) II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. (...)
Constats : L'observation suivante a été formulée lors de la précédente visite d'inspection du 8 octobre 2020 : « Aucun four de cuisson ne pourra être redémarré ou mis en service sans l'autorisation du préfet. Le redémarrage d'un des deux fours à gaz de charbon ou la mise en service d'un autre four ou toute autre modification devra être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation avant réalisation. » L'Inspection constate que les fours de cuisson ne sont pas en fonctionnement.

L'exploitant précise que l'opération de cuisson est sous-traitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des bâtiments et constructions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 8 octobre 2020, l'Inspection a constaté qu'une partie de la toiture du bâtiment de stockage des matières premières, où s'effectue le premier concassage de la matière première est effondrée. L'inspection prenait note de l'engagement de l'exploitant à réparer la toiture d'ici le premier trimestre 2021.</p> <p>L'inspection constate lors de la présente visite que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la toiture du bâtiment mentionnée n'a pas fait l'objet de travaux de réparation ; • le site est constitué de nombreux bâtiments et constructions qui ne sont plus utilisés par l'exploitant ; ces bâtiments et constructions présentent des signes de dégradations avancés et des effondrements susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients pour la sécurité (notamment au regard de la proximité de la voie publique). <p>L'exploitant doit faire réaliser un diagnostic de solidité de la totalité des constructions, des bâtiments (hormis les locaux à usage de bureau ou d'habitation) et des éléments de structures associés, par tous moyens appropriés (visuels, sondages, calculs...) sur les parcelles identifiées comme accueillant et ayant accueilli les activités de fabrication de produits réfractaires, c'est-à-dire les parcelles cadastrées BE n°63, n°169 et BN n°14 de la commune de Bollène.</p> <p>Ce diagnostic devra être assorti d'un plan d'action le cas échéant incluant soit la mise en cessation définitive des bâtiments et leur mise en sécurité, soit le confortement soit la destruction des bâtiments concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret n°2023-943 du 11 octobre 2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.</p>

Constats :

Le site fonctionne, sous le régime de l'Autorisation, au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2523 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Fabrication de produits céramiques et réfractaires).

L'exploitant informe l'Inspection que sa capacité de production actuelle serait de l'ordre de 8 à 10 tonnes par jour (soit 3 à 4 000 briques par jour).

L'exploitant doit établir un bilan de sa situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2 mois